

La Commission tente de raviver le rêve européen des Balkans

Union européenne Une nouvelle stratégie qui vise “un avenir commun au sein de l’Union” est sur la table.

La balle est dans votre camp. C’est un peu le message que la Commission européenne a adressé ce mardi aux pays des Balkans désireux d’adhérer à l’UE, en présentant sa nouvelle stratégie pour la région. “Nous confirmons que la porte de notre Union est ouverte aux Balkans occidentaux. Avec cette nouvelle approche [...] nous consolidons le processus d’élargissement, ce qui, en échange, nécessite des efforts et des réformes crédibles”, a déclaré Johannes Hahn, commissaire chargé des relations de voisinage.

L’UE s’efforce ainsi de prouver à ses partenaires des Balkans (Montenegro, Serbie, Macédoine, Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo) qu’elle n’a pas perdu le goût de l’élargissement. La preuve: 500 millions d’euros supplémentaires seront dédies, de 2018 à 2020, à aider ces pays à améliorer leurs performances dans six domaines clés, à savoir l’Etat de droit, la sécurité et la migration, le développement socio-économique, la connectivité des transports et de l’énergie, la stratégie numérique et, *last but not least*, leur réconciliation, 15 ans après l’éclatement de la Yougoslavie. “Ce qui est nouveau, ce sont toutes ces mesures d’accompagnement. Chaque pays sait ce qu’il doit faire. Le message c’est : faites-le. Faites quelque chose avec ce que nous vous donnons afin d’avancer”, explique une source européenne.

Aussi, le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker entamera-t-il fin février un tour des Balkans, avant de réunir les leaders de la région à Sofia, qui en a fait une priorité de sa présidence de l’UE. Un sommet européen sera par ailleurs dédié à cette “région stratégique” en avril, onze ans après celui de Thessalonique. Les Vingt-huit adopteront ensuite des conclusions à ce sujet en juin 2018.

Plus de financement, des objectifs ciblés et un agenda européen tourné vers les Balkans... Autant de signaux pour montrer que l’Union fait preuve de bonne volonté. “Les peuples des Balkans ont fait le choix de faire intégrer leur pays à l’Union européenne et [...] nous leur disons que nous faisons le même choix. Nous partagerons un futur commun au sein de l’Union européenne”, a assuré Federica Mogherini, cheffe de la diplomatie de l’UE.

Offrir une perspective

Et ce, non pas dans un avenir lointain, “mais au cours de notre génération”, a assuré la commissaire.

Voire dès 2025. En effet, la Commission estime qu’un élargissement – notamment au Montenegro et à la Serbie, qui sont pour l’instant les seuls à avoir ouvert les négociations d’adhésion – pourrait intervenir “à l’horizon 2025”. Il est donc loin le temps où le président Jean-Claude Juncker déclarait que l’Union n’accueillerait pas de nouveaux membres avant 2020 sans offrir de nouvelles perspectives, douchant ainsi

les aspirations européennes des pays des Balkans.

2025 offre donc ce qu’il manquait en 2014 : une perspective – “crédible et concrète” selon M^{me} Mogherini. Ni plus ni moins. La Commission a multiplié les formules pour souligner qu’il ne s’agissait pas d’une deadline, ni d’une date cible, ni même d’une promesse. “Ceux qui sont sceptiques, comme les Néerlandais et les Allemands, pensent que c’est la garantie qu’il n’y aura pas d’élargissement avant 2025. Ceux qui sont enthousiastes pensent que cela arrivera définitivement en 2025. Les deux ont tort. Le processus est et restera basé sur le mérite”, précise une source européenne.

Reconquérir le cœur des Balkans à l’heure où le populisme, la rhétorique russe et l’appétit économique chinois remplissent doucement le vide laissé par une Union absente, cela ne se fera pas à tout prix, assure la Commission. L’élargissement aura lieu si, et seulement si, les pays des Balkans sont prêts à rejoindre le club européen. “Il n’est pas question d’importer des problèmes au sein de l’UE”, assure un fonctionnaire européen.

La nouvelle stratégie met donc l’accent sur les réformes à mener dans le domaine de l’état de droit, de lutte contre le crime organisé, de consolidation des droits fondamentaux et stipule, noir sur blanc, que “les pays doivent s’engager [...] à surmonter l’héritage du passé, en parvenant à se réconcilier bien avant leur adhésion”. C’est que l’Union – qui doit déjà gérer les menaces pesant sur l’état de droit en Hongrie, Pologne et Roumanie et une dispute frontalière entre la Croatie et la Slovénie – tire des leçons de ses erreurs. “Il n’y aura pas d’élargissement sans que tous les problèmes frontaliers aient été résolus au préalable. Nous ne jouerons pas une deuxième fois ce jeu”, a assuré Jean-Claude Juncker. “Les pays des Balkans doivent renoncer aux nationalismes”, a insisté l’eurodéputé libéral Ivo Vajgl, depuis Strasbourg, où se tenait ce mardi un débat du Parlement européen sur la

nouvelle stratégie de la Commission.

Ces exigences visent à rassurer une opinion publique européenne fatiguée de l'élargissement – d'autant plus à l'heure où les démocraties de certains "nouveaux" Etats membres semblent vaciller. Cette stratégie ne s'adresse pas uniquement aux pays des Balkans, mais aussi aux citoyens européens. "Soit nous exportons la stabilité, soit nous importons l'instabilité", a résumé M. Hahn. Selon une source européenne, "le message politique est de dire que travailler avec ces pays est une bonne chose pour l'UE. Ils ne sont pas un poids mais une opportunité à saisir".

Le fait est que depuis des années, la Commission est condamnée à résoudre la quadrature du cercle, en tentant de préserver l'enthousiasme européen des Balkans, tout en apaisant les angoisses des vingt-

huit face à une région toujours en proie à ses démons du passé. Selon l'eurodéputé socialiste Victor Bostinaru, "l'Histoire décidera si aujourd'hui était un jour important pour l'Union européenne".

Maria Udrescu

***“Les prochains mois
seront déterminants
pour que cette
occasion historique
et unique soit saisie.”***

Federica Mogherini

Cheffe de la diplomatie de l'UE